

<https://ricochets.cc/Catherine-Hass-Si-la-guerre-est-sans-but-elle-est-necessairement-sans-fin-7417.html>



Catherine Hass : « Si la guerre est sans but, elle est nécessairement sans fin »

- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 24 mars 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Catherine Hass est anthropologue, écrivaine, chercheuse associée au LIER-FYT, à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), spécialiste des pensées de la guerre. Elle avait notamment publié *Aujourd'hui la guerre. Penser la guerre : Clausewitz, Mao, Schmitt, Adm. Bush chez Fayard* en 2019, dont Mediapart avait rendu compte, et où elle se demandait si l'administration Bush avait forgé une nouvelle théorie de la guerre après les attentats du 11-Septembre, avec une « guerre contre le terrorisme » reléguant les notions de « paix », de distinction entre civils et militaires ou de « buts de guerre » au rayon des catégories obsolètes.

Au printemps 2023, elle a publié un ouvrage, aux éditions Nous, intitulé *L'Offense*, où elle faisait le récit de la mort de sa soeur Dominique, tuée dans l'attentat-suicide du Hamas qui eut lieu au café Mike's Place, à Tel-Aviv, le 30 avril 2003.



Des Palestiniens se précipitent pour se cacher lors d'un bombardement israélien dans le centre de la ville de Gaza, le 18 mars 2024. © Photo AFP

Elle s'y posait des questions politiques qui résonnent particulièrement aujourd'hui, notamment celle de savoir « si l'adhésion aux principes d'une cause, d'un combat, entraî[n]e de facto l'accord avec son faire, quel que soit ce dernier, donc y compris par des tirs dans le tas ».

Au début du mois de novembre, elle avait publié un des textes les plus conséquents et les plus forts produits après la sidération du 7 octobre et du début de la guerre à Gaza, publié sur le site Lundi Matin.

Mediapart : Ce qui se passe en Ukraine et à Gaza vous a-t-il fait évoluer dans votre manière de « penser la guerre », pour reprendre le sous-titre de votre livre publié en 2019 ?

Catherine Hass : Non, si l'on considère que mon approche, centrée sur l'intellectualité politique des guerres, ne postule pas l'existence d'une pensée de la guerre mais la possibilité de sa multiplicité - dit autrement, la politique ne pense pas la guerre dans les mêmes termes et modalités selon les périodes, qu'il s'agisse de la Prusse au XIXe siècle, de la Chine en 1932, des États-Unis en 2002.

Mon hypothèse, c'est que les guerres semblent aujourd'hui détruire avec elles toute possibilité qu'il en soit autrement en détruisant toute politique ; elles détruisent la possibilité même d'une pensée de la politique, de la paix et donc du possible. Or, je crois que penser la politique, c'est foncièrement penser le possible, d'où une part des impasses actuelles.

Les affrontements, plus de cinq mois après le 7 octobre 2023, sur sa qualification en sont un symptôme, si l'on considère que, depuis, plus de 30 000 personnes sont mortes, que Rafah est menacée par une offensive, que la bande de Gaza est un champ de ruines, que la famine se répand et que le chaos s'installe.

De même, la façon dont Nétanyahou affirme son refus de penser l'après exemplifie ce rejet de tout possible, d'une politique autre que la guerre ; or, si la guerre est sans but, elle est nécessairement sans fin, c'est-à-dire sans paix.



Catherine Hass. © Photomontage Mediapart avec capture d'écran « Parvis Espace Culturel »

C'est l'antithèse de la prescription de Clausewitz dans *De la guerre* lorsqu'il affirme, autour des années 1820, que le but de la guerre doit toujours être « la paix recherchée car ce n'est que par elle que le conflit se règle et se conclut par un résultat commun ». Le possible repose ici sur le refus du déni de la politique d'occupation et de colonisation des territoires palestiniens et, avec lui, des effets des dix-sept années de blocus de la bande de Gaza.

Or, il semble bien qu'en Israël quiconque ne rallie pas ce déni est l'objet d'attaques et d'une volonté de bannissement. Le ministre israélien des communications, Shlomo Karhi, a même demandé une résolution gouvernementale pour mettre fin à toutes les publicités, abonnements et autres liens commerciaux de l'État avec le quotidien de gauche Haaretz.

Qui énonce un possible est ramené au 7 octobre et à la figure du traître, à l'instar de ceux qui exigèrent avant tout le retour des otages. Or, cinq mois après le carnage des kibboutz, et en regard de la forme que prend la guerre, le Hamas n'est plus, selon moi, qu'un prétexte puisque ce qui se dessine, c'est la guerre d'un État contre un peuple, contre sa possibilité et, avec elle, celle de son pays, la Palestine.

Il s'agit de le détruire objectivement et subjectivement en cherchant à anéantir son passé - les sites historiques, les archives, les cimetières, les musées - mais aussi son présent et son avenir - les ports, les champs, les infrastructures, les attaques contre l'UNRWA, l'ensemble des universités complètement ou partiellement détruites...

Il s'agit de créer de l'irréversible pour tous, dans les corps et les esprits, et, si possible, de fabriquer quelques générations d'analphabètes dans une société où l'on sait l'importance de l'instruction et de la culture. Chercher, pour citer le titre de la belle exposition ayant eu lieu à l'Institut du monde arabe à Paris, à ce que la Palestine n'apporte plus rien au monde.

Que diriez-vous de la qualification de « terrorisme » pour nommer les actes du Hamas le 7 octobre dernier ?

En France, le champ de plus en plus vaste et flou de ce que ce mot vient qualifier - un crime de masse, un tweet,

une manifestation contre des mégabassines - interdit d'en avoir un usage un tant soit peu rigoureux. Ses effets intellectuels et politiques délétères devraient conduire à sa suppression : il agit comme une sorte de brouillard sécuritaire qui, crime ou pas, criminalise tout ce qu'il touche, interdit la pensée de ce qui a lieu tout en fabriquant à la pelle, pour citer Daniel Heller-Roazen, des « non-personnes ».

Concernant le 7 octobre, le terme me semble faible parce qu'il ne rend pas compte du fait que le Hamas, par ce massacre-manifeste, déclare une guerre ; il y a rupture entre ce qu'il entreprend le 7 octobre et sa ligne antérieure.

Là où il y a cependant continuité, c'est que c'est une déclaration de guerre sans guerre, une offensive-suicide car les 2 000 hommes ne combattent pas mais, pour l'essentiel, tuent avant d'être tués. La branche militaire du Hamas n'enclenche aucun rapport de force malgré les apparences - des hommes en ULM comme s'il avait une aviation et des nageurs comme s'il avait une marine. Ce simulacre d'offensive militaire lui permet d'affirmer son statut d'ennemi politique - ce qu'il est - et enclenche, logiquement, la réponse israélienne.

Le Hamas apparaît alors comme la menace existentielle qu'il n'est pas. S'attendait-il à ce que ce rapport de force soit constitué par d'autres que lui ? En son absence, il a livré sur un plateau la vie de plus de 2 millions de personnes à l'armée israélienne qui n'attendait que ça. Se réjouir que le Hamas ait ainsi ramené la question palestinienne au premier plan, c'est se réjouir d'une politique du désastre et d'un désastre politique. Il y a toujours d'autres façons de faire et un rapport de force d'un autre type aurait pu être constitué.

La façon dont Nétanyahou a réagi aux attaques du 7 octobre signe-t-elle le triomphe définitif du paradigme de la « guerre contre le terrorisme » que vous analysiez dans votre livre ou bien la guerre en Ukraine rappelle-t-elle que des modalités plus classiques des guerres peuvent cohabiter avec celle-ci ?

La décision de guerre russe et ses termes étaient très proches de ceux de l'administration Bush lors de l'invasion de l'Irak en 2003. Les États-Unis n'ont jamais dit qu'ils étaient en guerre contre l'Irak mais ils l'étaient ; leur guerre était à bien des égards classique en tant que guerre de conquête, de prédation, de destruction, d'occupation. L'Europe n'était pas dans le viseur, ce qui évidemment change tout.

La guerre à Gaza perpétue le cadre de « la guerre contre le terrorisme » ; l'une de ses caractéristiques est d'essentialiser l'ennemi comme figure du mal et de lui ôter ainsi tout statut politique ; l'ennemi « terroriste » est polarisé dans une altérité si radicale qu'il n'y a pas d'alternative à son élimination. Seul compte qu'il soit détruit. Si ce cadre reste à peu près le même, il s'est radicalisé : aux guerres de destruction des États - Irak, Afghanistan - s'ajoutent des guerres de destruction des peuples.



Des soldats israéliens dans un char de combat près de la frontière sud de la bande de Gaza, le 31 janvier 2024. © Photo Jack Guez / AFP

Mais cette radicalisation ne date pas du 8 octobre 2023, si l'on considère la guerre peuplicide menée dès 2011 par al-Assad en Syrie et ses plus de 600 000 morts, ou encore la modalité d'intervention choisie par la coalition internationale contre Daech : le bombardement massif de villes densément peuplées jusqu'à leur destruction, Daech interdisant généralement le départ des populations civiles.

Un peu partout, les civils sont constitués en ennemis, sont des cibles explicites. Il ne semble plus y avoir de butée : bombardements continus, terreur collective, siège, stratégie de la faim. Le siège du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan amena l'an dernier plus de 100 000 personnes affamées à quitter le territoire pour l'Arménie.

Israël s'inscrit donc dans son temps, dans l'ère actuelle de la guerre, et en partage le principe. Là où il fait exception, c'est par la vitesse vertigineuse des destructions humaines et matérielles. Sur le principe, la branche militaire Hamas n'a pas fait d'autres choix : aucun abri, des tunnels qui ne semblent pas avoir servi à abriter la population ou à accumuler vivres ou médicaments en masse en vue de la guerre qu'il déclençait. Marc Bloch disait que les hommes ressemblent plus à leur temps qu'à leur père. C'est sans doute vrai pour la guerre, l'État, la politique.

Pourquoi jugez-vous qu'il y a eu un blocage de la pensée après le 7 octobre ?

Disons que le défi de penser ce qui a été ouvert le 7 octobre n'a pas été, selon moi, dans l'ensemble, relevé. J'entends l'argument de l'émotion mais, passé le coup, je n'y souscris pas entièrement ; c'est d'ailleurs le travail des intellectuels de la mettre à distance. L'émotion dominante était peut-être la crainte de parler, chacun sousesant ses mots dans une tension insupportable.

En réalité, nombre de prises de positions et d'arguments étaient justifiés par ces émotions, se formulaient de l'intérieur de ces émotions, même si, selon les lieux, toutes les émotions n'avaient pas le même droit de cité.

Par contraste, l'entretien que Jacques Derrida donne en octobre 2001, à New York, est frappant ; il fait quasiment figure de document car non seulement il y développe une analyse, politique et philosophique, pertinente et visionnaire de la période ouverte par le 11-Septembre, mais il y traite sans détour des émotions tout en leur donnant un statut politique : « On a beau s'indigner devant la violence, on a beau déplorer sincèrement, comme je le fais avec tout le monde, le nombre de morts, on ne fera croire à personne que c'est de cela au fond qu'il s'agit. »



Des palestiniens pleurent les morts survenus lors d'une distribution alimentaire à Gaza le 29 février 2024. © Photo AFP

La crise, intellectuelle et politique, prend donc sa source ailleurs. Il y a eu, en France, une sorte d'impasse difficile à analyser du fait de l'enchevêtrement de nombreux facteurs. Pour certains, dont moi, un état entre rage et hébétude

politique. Penser ? Mais pour quoi faire ? On en revient au possible dans une situation politiquement désespérée.

Le verrouillage gouvernemental et médiatique et ses relais dans l'opinion jouèrent un rôle majeur puisque quiconque s'éloignait de la qualification « terroriste » prenait le risque du soupçon d'antisémitisme ou d'apologie de terrorisme ; rien ne procéda du débat ou de l'affrontement de désaccords, aussi violents soient-ils, mais d'une criminalisation instantanée, avec son corollaire contemporain, le bannissement.

Comme si la pensée avait elle-même été prise au piège biface du Hamas sans parvenir à sortir de ce que l'on appelle désormais le campisme. Deux camps, certes, mais pas deux politiques si l'on considère qu'Israël et le Hamas ont mis en oeuvre, avec des moyens sans équivalent, deux modalités de militarisation de la haine fondée sur l'ethnisation de la terre - islamique pour le Hamas, juive messianique pour Israël.

La guerre en Syrie a constitué une sorte d'explicite politique quant à la fin du supposé progressisme du camp dit anti-impérialiste, son naufrage, si l'on considère que l'Iran, la Russie et le Hezbollah ont armé et soutenu al-Assad. Sans eux, le massacre n'aurait jamais eu ces proportions.

Faire des fossoyeurs des Printemps arabes les nouveaux tenants de la résistance indique bien que dans un contexte étatico-politique dévasté, toutes les catégories politiques du XXe siècle ont été englouties. Il ne reste plus qu'à se tenir du côté de ses propres principes sans s'adosser à une géopolitique largement corrompue et criminelle. De tels principes existent, en Israël, en Palestine, en Iran, en Syrie, au Liban, en Russie : il faut leur faire un espace, les consolider, en faire des repères politiques pour l'avenir.

Ajouteriez-vous quelque chose au texte que vous avez publié au mois de novembre, dans lequel vous reveniez sur la séquence sanglante inaugurée le 7 octobre et amplifiée à Gaza ?

Non, tout s'est passé comme annoncé. Peut-être quelques mots sur le maniement actuel de l'antisémitisme, la façon dont il brouille dangereusement les termes du débat dès lors qu'il ne vient plus qualifier des actes et des paroles dénigrant explicitement des juifs, qu'il est également compatible avec des positions antisionistes et sionistes.

S'il peut s'appliquer à des Israéliens appelant à un cessez-le-feu, il faut, au-delà du ridicule, s'interroger sur son usage aujourd'hui et s'inquiéter de ce que, dans certains pays, la fusion entre l'antisionisme et l'antisémitisme est parachevée au point que tous les Rassemblement national du monde peuvent brandir leur prétendu philo-sémitisme au nom de leur sionisme. Pour parler comme Mao, la contradiction principale - la haine des musulmans - l'emporte sur la contradiction secondaire - la haine des juifs.

Cet aspect présent dans les opinions occidentales dès la guerre des Six Jours nous indique qu'il s'agit d'abord pour elles de tenter de dissoudre leur culpabilité pour l'assassinat de millions de juifs. Il faut, dans cette perspective, désessentialiser l'État d'Israël en le considérant non pas d'abord comme État juif mais comme État tout court. Que des citoyens juifs y vivent ne signifie pas que juif soit un pays, une nationalité, une politique.

Le pays se nomme Israël, ses citoyens, des Israéliens et des Arabes-Israéliens. La réalité politique y est israélienne et non pas juive. Fusionner les deux, c'est projeter sur un pays des problématiques européennes qui ne sont pas les siennes, nier à Israël son historicité politique propre et sa complexité, participer au renforcement de l'antisémitisme puisque tous les juifs seraient comptables de la politique israélienne, tout en renforçant le racisme anti-musulmans.

Car enfin, si Israël est l'État des juifs, cela ne signifie-t-il pas qu'il serait le « vrai » pays des juifs du monde entier ? En ce cas, leur place n'est plus dans les pays où ils vivent mais en Israël. Tel était le raisonnement de Trump

président, exemplaire de la compatibilité entre sionisme et antisémitisme.

À quelles conditions serait-il encore possible « d'ôter à la haine son éternité » ?

C'est une phrase de Plutarque citée par Barbara Cassin dans un ouvrage consacré à la Commission vérité et réconciliation sud-africaine. Elle est puissante dans le contexte actuel de haine parce qu'elle formule la possibilité de son terme ; puissante aussi parce que c'est le défi que se sont lancé les Sud-Africains après l'apartheid.

Elle ne dit pas que l'on peut ôter à la haine son présent ou son futur, mais son éternité, à condition d'en faire une question politique. Elle est donc raisonnable et non pas utopique. Je me suis intéressée à la fin de l'apartheid car, pour sortir de l'hébétéude politique, il me fallait un possible.

La fin de l'apartheid en constitue un si l'on se souvient que rien ne semblait pouvoir mettre un terme à cet ordre biologico-racial. J'ai cherché dans les mémoires de Mandela ce moment où un émissaire du président Botha vient le rencontrer pour la première fois en prison, ce moment où le pouvoir blanc, par ce geste à la fois fort et infime, manifeste le début d'une conscience de l'impasse.

Nous sommes en janvier 1985. Mandela pense que le gouvernement craint que le pays ne bascule dans la guerre civile et ce, dans un contexte d'économie très affaiblie par l'embargo international. J'invite quiconque à lire ce chapitre intitulé « Parler avec l'ennemi » sur, par exemple, les principes d'une lutte armée, tout en rappelant que Botha était un idéologue afrikaner, ancien partisan du parti nazi et adulateur d'Hitler, regrettant à la fin de sa vie que l'on en dise tant de mal.

Or, c'est bien avec lui que Mandela commence à parler, sans rien lâcher jusqu'à sa libération en 1990 : « L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, aux Blancs comme aux Noirs. » De même que l'Afrique du Sud, la situation en Israël-Palestine est celle où aucune population n'a de pays de rechange : deux peuples pour un seul pays. Par conséquent, chacun le sait, seule une reformulation de la question nationale permettrait de sortir d'une logique de guerre.

Le processus sud-africain n'a pas eu de réelle postérité politique. En cause, peut-être, le choix d'une transition et non d'une lutte de libération dont la finalité aurait été le départ des Africains blancs ; le refus de mettre en oeuvre une justice de vainqueurs malgré la victoire implacable ; un processus intranational et non international. Ce processus nécessairement imparfait évita sans doute à l'Afrique du Sud la guerre civile que tous lui promettaient.

Avec deux amis anthropologues, Hamza Esmili et Montassir Sakhi, nous avons, après le 7 octobre, conduit des entretiens en Palestine et en Israël pour savoir ce que les gens pensaient de la situation. Nous y avons beaucoup appris, de ces connaissances inaudibles en France comme, par exemple, que « juif » n'est pas un mot, sauf, pour les Palestiniens, pour désigner des amis à Tel-Aviv ou Berlin ; que l'ennemi, c'est l'État, la colonisation, les colons ; que la question de la légitimité de l'État d'Israël n'en est une pour personne, le combat étant ailleurs : l'arbitraire de l'occupation, son emprise sur les corps, les récoltes, les réserves d'eau, les déplacements élémentaires.

Bref, nous avons appris que dans cette société éminemment politique, nombreux sont ceux qui pensent aux façons d'ôter à la haine son éternité. Alors on peut bien sûr continuer à s'étriper sur la qualification du 7 octobre et, comme la souris, tourner dans une boucle stérile et infernale. Mais l'on peut aussi les écouter et leur donner une audience.

On ne peut pas faire grand-chose d'autre. Il y a vingt ans, Michel Warschawski écrivait ceci, à propos de la politique israélienne : « C'est un acte de responsabilité - certains diraient d'amour - que de faire sortir des rails cette société

qui se précipite vers sa propre destruction », de mettre fin « à son statut d'impunité qui ne peut qu'encourager Israël dans sa course folle vers Massada », car cette destruction, nombreux sont ceux qui la souhaiteraient.

Joseph Confavreux